

# Forces terrestres et nouvelle conflictualité<sup>1</sup>

La guerre n'a pas changé. Elle est toujours, d'abord, un acte politique constitué de la lutte entre deux volontés indépendantes.

Nous sommes toujours marqués aujourd'hui par l'idée, prévalente par dérive pendant quarante ans, que la guerre est un combat technique entre deux arsenaux et que donc, plus ces arsenaux sont puissants, plus les chances de l'emporter sont grandes. Progressivement, trop progressivement, les crises d'aujourd'hui nous font cependant prendre conscience qu'une accumulation de puissance technique peut bien n'être qu'une accumulation d'impuissance politique si l'on ne perçoit pas que les conditions d'emploi de la force militaire ont changé.

Pourtant l'évidence de la grande difficulté de nos armes les plus sophistiquées à réaliser l'objectif politique recherché doit nous obliger à la réflexion et faire comprendre - tant au militaire qu'à l'homme politique qui, *in fine*, décide de la structure de la force et de son emploi - que nous devons **nous adapter aux nouvelles conditions de la guerre si l'on veut que la force militaire conserve son utilité pour l'Etat.**

Or, l'histoire nous montre que l'Etat, s'il veut être capable d'agir sur le destin de la Nation, s'il veut compter de par le monde, l'Etat doit disposer d'une force militaire, mais d'une force militaire utile. Nous sommes ici au cœur du débat.

---

PAR LE GÉNÉRAL DE DIVISION VINCENT DESPORTES COMMANDANT LE CENTRE DE DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES

---

## Des circonstances nouvelles

Car si la guerre n'a pas changé, les circonstances de la guerre, elles, ont changé. Et ce qui a le plus changé dans les circonstances, c'est que les circonstances sont désormais éminemment variables, évolutives, incertaines, toujours renouvelées.

**Les circonstances d'hier**, celles sur lesquelles ont été bâties et sont toujours bâties l'équilibre de nos forces, leurs structures, étaient, sauf à la périphérie :

- les circonstances fixes du conflit absolu, frontal, du fort au fort,
- des circonstances dans lesquelles il s'agissait d'abord, jusqu'à l'ultime instant, face à l'ennemi marin et aérien qui prévalait alors, de conserver sa liberté d'action dans les mers et dans les cieux,
- des circonstances dans lesquelles l'argument majeur de l'efficacité militaire était la capacité de destruction,
- des circonstances, donc, dans lesquelles les armées ont prioritairement développé des capacités de destruction, des outils de destruction des moyens d'expression de la volonté

de l'Autre, c'est-à-dire ses arsenaux navals, aériens et terrestres,

- des circonstances dans lesquelles les forces terrestres se trouvaient en position d'armée de cohérence opérationnelle d'un système de forces global dont elles n'étaient pas alors l'élément central.

**Mais les circonstances ont changé.** L'affrontement absolu et frontal d'arsenaux symétriques n'est plus envisageable, du moins à horizon visible, même s'il demeure fondamental - mais dans une proportion moindre - d'en conserver les capacités.

En effet, d'une part, ces capacités sont **indispensables à cette dissuasion conventionnelle** qui, ajoutée à la dissuasion nucléaire, a conduit à la mise en sommeil de la "grande guerre" classique. D'autre part, il est absolument évident que les armées occidentales se trouveront régulièrement en posture de devoir utiliser toute leur puissance conventionnelle et toute la violence qu'elle permet pendant de brèves fractions de guerre où il s'agira d'imposer brutalement sa volonté sur un adversaire de type "régulier" ou étatique.

A rebours d'une fausse bonne idée aujourd'hui trop répandue, on s'aperçoit à nouveau que le déploiement de masse et la destruction de masse peuvent être indispensables à la production de l'effet psychologique attendu de l'emploi de la force et des armes. La destruction de précision ne constitue pas, on le sait désormais, l'Alpha et l'Omega d'un outil politique dont l'efficacité est d'abord d'ordre psychologique.

Ce qui a aussi changé dans les circonstances, c'est que, désormais, ces brèves fractions de guerre ne sont plus en elles-mêmes capables de **réaliser l'objectif stratégique fixé par le politique**. La destruction, surtout à distance de sécurité, n'est plus l'argument majeur de l'efficacité. Nos engagements actuels et à venir sont d'abord, en effet, **des manœuvres de contrôle et d'influence** où, à l'instar de ce que les armées ont toujours fait hors la parenthèse du vingtième siècle, il s'agira le plus souvent, après la destruction, mais souvent aussi en même temps que la destruction, de reconstruire, lors de **la phase de stabilisation**. Cette phase de stabilisation suit la phase violente et seulement préparatoire de l'intervention initiale ; souvent longue, conduite au contact, au cœur des sociétés humaines, elle est la phase décisive pour l'obtention de l'effet stratégique.

Au cours de cette phase décisive, il s'agira de reconstruire matériellement, mais plus encore, au contact direct des réalités, au sein des populations, au cœur des sociétés humaines, de **reconstruire** le "contrat social" - ou plutôt **"leur" contrat social**, c'est une nuance de taille - et ce qu'il suppose de réorganisation de l'espace en crise dans lequel nous intervenons.

## Des forces capables de produire un état de paix meilleur que le précédent

Ce sont donc les systèmes de forces capables de produire un état de paix meilleur que le précédent - puisque c'est le but de toute guerre ; les **systèmes de forces capables autant de reconstruire que de détruire**, les systèmes de forces qui peuvent par la dissuasion de contact, par la puissance et la maîtrise de la force, par la proximité et la compréhension immédiate des microfluctuations des attitudes et des situations, par l'intelligence charnelle des hommes, des milieux, des situations et des cultures, ce sont ces systèmes de forces qui affirment aujourd'hui leur pertinence. Ce sont ces systèmes de forces-là, ces systèmes d'armes mais surtout d'hommes, qui sont seuls finalement capables de réaliser les effets stratégiques et politiques recherchés, c'est-à-dire capables d'être **des outils de résolution des crises** et non pas seulement des outils de puissance ou des outils de gestion des crises, voire de gesticulation.

Dans ce sens, la **capacité de réversibilité immédiate des postures opérationnelles** locales devient une condition essentielle de l'efficacité politique des forces. A bien y réfléchir, on s'aperçoit d'ailleurs que la légitimité de l'action, qui se construit *ex post* on le sait désormais, suppose d'ailleurs cette capacité de réversibilité immédiate.

Nous constatons ici **l'importance que l'évolution du monde a redonnée aux forces terrestres**. Bien sûr, encore plus

qu'avant, les forces terrestres ne peuvent agir sans l'appui des armées de l'air et de mer. Ces deux armées apparaissent de plus en plus comme des armées indispensables, parce qu'elles permettent la cohérence d'ensemble de l'action dont le cœur se déroule à terre, dans la durée, au contact. Certes la volonté de la France d'agir efficacement dans le monde au service de sa politique impose que 80% des effectifs opérationnels déployés soient des effectifs terrestres. Mais que seraient ces 80% s'ils n'étaient appuyés par les autres 20% qui préparent l'action essentielle, la soutiennent, la rendent possible en permettant la cohérence de l'action globale ?

On l'a vu, la principale caractéristique des circonstances est l'incertitude de leur caractère. C'est fondamental, parce qu'il nous est **absolument impossible de prévoir avec certitude la prochaine crise** dans laquelle le gouvernement choisira de s'investir militairement. C'est fondamental, parce qu'il est impossible, en aval, de prévoir la forme que prendra notre prochain ennemi.

Nous sommes donc **aujourd'hui placés dans une situation de réaction**. Réaction face aux circonstances de la crise qui amènera notre réaction militaire et, très vite, dès l'issue de la phase initiale et rapide d'intervention, réaction face aux nouvelles formes qu'adopteront notre ennemi et nos menaces puisque la seule certitude que nous avons quant à notre adversaire de demain, notre adversaire irrégulier, c'est qu'il s'adaptera très vite aux caractéristiques de nos forces pour les transformer en faiblesses. C'est la leçon la plus claire des dix dernières années de conflit ; à n'en pas douter, notre adversaire est plus doué que nous pour l'innovation.

Face aux crises diversifiées et aux caractéristiques peu prévisibles dans lesquelles nous devons être capables de produire l'effet politique que l'on attend de nous, nous sommes donc **condamnés à deux obligations**. La première est celle, non pas de disposer d'équipements polyvalents - bon à tout, bon à rien - mais d'une véritable "boîte à outil". La capacité opérationnelle globale, celle que l'on déploie en fonction des circonstances, doit se constituer, en fonction des circonstances, de la **combinaison variée de moyens différenciés** possédant une grande aptitude dans leur propre spectre de capacités. La deuxième, c'est d'être toujours davantage **capable d'adaptation, d'adaptation rapide**, sur le



SIRPA TERRE/ADC DUBOIS

court, le moyen et le long terme, sur le terrain, dans nos postures opérationnelles, et dans nos états-majors qui doivent être capables très vite de répondre aux nouveaux besoins puisque jamais nous ne combattons contre l'adversaire que nous avons prévu et que très rarement nos équipements seront utilisés dans les conditions pour lesquelles ils avaient été conçus.

**Nous avons encore deux certitudes.** La première est que nous devons nous préparer à **trois grands types d'intervention.**

Le **premier type** est **l'affrontement bref de type conventionnel** dans lequel la technologie joue un indispensable rôle de démultiplicateur de puissance. La technologie, la haute technologie, est indispensable, parce que si la guerre reste avant tout un affrontement humain, la technologie multiplie l'efficacité de l'homme. La haute technologie est indispensable, strictement indispensable, mais elle doit aussi être raisonnable parce qu'elle s'échange financièrement contre le nombre et que, contrairement à certaines mauvaises idées reçues, l'élargissement tyrannique des espaces continue à imposer le nombre et donc le respect du sage principe de "juste suffisance technologique".

Le **deuxième type** d'intervention sera **la guerre au sein des populations**, et ce sera de loin l'occurrence la plus forte et les interventions les plus longues puisque les populations constituent désormais l'enjeu majeur des interventions, parce que la guerre, souvent urbaine désormais, se conduit essentiellement au milieu des populations.

Le **troisième type** est **l'engagement au profit de "nos populations"**, au profit de leur sécurité, à leur secours. C'est fondamental parce que cela constitue le fondement de l'existence des armées. Ici, l'armée de terre, capable de mettre sur préavis extrêmement bref des volumes importants de personnels organisés, encadrés, capables - grâce à leur professionnalisme et leur expérience d'action au contact permanent des populations - de rétablir très vite des situations dégradées, est sûrement un outil majeur au profit de la mission fondamentale de l'Etat.

## Les forces terrestres, un soutien indispensable de la sécurité de la France

Ces caractéristiques génériques de nos interventions militaires futures ont **une conséquence claire** : compte tenu des circonstances actuelles, **les capacités des forces terrestres constituent aujourd'hui un soutien indispensable de la sécurité extérieure et intérieure de la France, un acteur majeur**

**Gagner la guerre, c'est contrôler le milieu.**

**de la place de la France dans le monde, de sa capacité à agir, et de sa capacité à faire valoir sa volonté politique.**

Cela n'est pas une spécificité française, loin s'en faut. Nombreux dans le monde sont les Etats qui renforcent leurs capacités d'action au sol et près du sol. Entre autres, soucieux de préserver leur rang dans le concert des nations et de conserver leur capacité d'action dans le monde et au profit de leurs propres populations, le gouvernement norvégien

mais aussi les gouvernements australiens et canadiens ont décidé d'augmenter le volume de leurs forces terrestres respectivement de 25% et de 15%. C'est aussi le cas du gouvernement britannique et davantage encore du gouvernement israélien qui vient de décider d'augmenter d'un quart ses forces terrestres par rapport à sa planification précédente, sans oublier le Congrès des Etats-Unis qui vient d'obtenir une augmentation de 92 000 soldats, 65 000 pour l'armée de terre et 27 000 pour le Corps des Marines.

**La deuxième certitude, c'est que nous sommes revenus à la vérité de la guerre.** La guerre est fondamentalement une lutte pour la liberté d'action. C'est l'essence même de la guerre. Cela veut dire que la mission ultime de la guerre, c'est de "contrôler". Vous pouvez détruire, vous pouvez frapper avec précision, vous pouvez pulvériser, vous pouvez croiser au large, vous pouvez survoler un territoire pendant des années, vous pouvez l'atomiser, mais si vous ne "contrôlez" pas, cela ne sert à rien. Vous pouvez contrôler le ciel et la mer, mais si vous ne contrôlez pas au sol, au cœur des sociétés humaines, cela ne sert à rien. Et, pour contrôler, il n'y a qu'une solution depuis que le monde est monde, que ce soit sur le territoire national ou à l'extérieur, si vous voulez contrôler, vous devez être présent en nombre dans le milieu physique où naissent, croissent et se règlent les crises, c'est-à-dire au sol. Demandez à nos amis américains ou israéliens, ils en savent désormais quelque chose.

Gagner la guerre, ce n'est pas procéder à quelques destructions précises même si cela est indispensable. **Gagner la guerre, c'est contrôler le milieu.** Nos difficultés occidentales en Afghanistan, en Irak et ailleurs nous rappellent vivement le mot de Hegel évoquant l'échec des troupes impériales en Espagne : il parlait de "l'impuissance de la victoire". Napoléon avait gagné sa bataille, mais il était incapable de "contrôler" le milieu.

1 Ce texte est la version écrite d'une intervention du général Desportes au Sénat le 19/02/2007. Le titre de l'article et les titres intermédiaires ont été rajoutés par la rédaction.

Aujourd'hui donc, grâce à leurs caractéristiques particulières, dans une logique d'efficacité politique et de cohérence beaucoup plus que d'affichage, **les forces terrestres représentent l'outil politique central de l'engagement de la France dans les crises les plus complexes** qui sont, hélas aussi, les crises les plus probables. La compréhension de cette évolution progresse et les responsables politiques prennent de plus en plus conscience de cette réalité qui s'exprime désormais à l'étranger autant qu'en France.